

.....  
Avis n°18-54709

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/18-54709/officiel>

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **95**

Annonce No **18-54709**

Services

---

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : COMMUNE DE MARINES.

Correspondant : Mme MAIGRET Jacqueline, Maire, place du Maréchal Leclerc 95640 Marines, tél. : 01-30-39-42-08, courriel : [secretariat.general@mairie-marines.fr](mailto:secretariat.general@mairie-marines.fr) adresse internet :

<http://www.marines.fr/> .

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marines.fr/> .

*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur* : Services généraux des administrations publiques.

*Objet du marché* : **marché public de fourniture et la livraison de repas en liaison froide, au restaurant scolaire des écoles de Marines.**

CPV - Objet principal : 55500000

*Objets supplémentaires* : 55510000

55523100.

*Lieu d'exécution* : .

*Code NUTS* : -FR108.

L'avis implique un marché public.

*Caractéristiques principales* :

il s'agit d'un marché public de services sociaux, spécifiques et juridiques relevant des articles 28 et 29 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, passé selon une procédure adaptée.

il s'agit d'un marché public à bon de commandes, d'une durée d'un (1) an reconductible trois (3) fois de façon tacite. La durée totale du marché est donc de quatre (4) ans.

il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Il n'est pas prévu de découpage en lots. Il ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

il ne comporte pas de clause d'insertion par l'activité économique

*Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)* :

voir BPU.

Prestations divisées en lots : non.

Cautionnement et garanties exigés : voir CCP.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : voir CCP.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : voir RC.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :*

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :*

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

*Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :*

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
  - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
  - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).  
Une enchère électronique ne sera pas effectuée.

*Type de procédure :* procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres :* 22 mai 2018, à 16 heures.

*Délai minimum de validité des offres :* 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :*  
Restauration scolaire.

*Renseignements complémentaires :* pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://www.marines.fr/>.

*Date limite d'obtention :* 22 mai 2018, à 16 heures.

*Modalités d'ouverture des offres :*

*Date :* 22 mai 2018, à 16 h 05.

*Date d'envoi du présent avis à la publication :* 19 avril 2018.

*Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :*



# BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Uniquement la plateforme de dématérialisation.

uniquement la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.info>, 95640 Marines.

*Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 2-4 bd de l'hautil B.P. 30322 95027 Cergy Pontoise, tél. : 01-30-17-34-00, courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr), télécopieur : 01-30-17-34-59.

*Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours* : cf. Le greffe du Tribunal Administratif à l'adresse ci-dessus.